



LA SÉLÉKA DANS LA JUNGLE DE LUCIFER

Bria, ville diamantifère située au centre de la RCA était en ébullition ce mardi 10 février 2015 à partir de 05 heures 30. Les forces onusiennes appuyées par les soldats français de l'Opération Sangaris ont attaqué les positions des hommes de l'ex-coalition Séléka basées dans les bâtiments administratifs de ladite localité. Après des vaines négociations menées conjointement par la Sangaris et la Minusca pour demander aux miliciens de l'ex-coalition Séléka de libérer les locaux administratifs qu'ils occupent illégalement depuis plusieurs mois, la Minusca, appuyée par la Sangaris est entrée en action. Des véhicules blindés de la Minusca et l'aviation militaire française ont pulvérisé l'armada des Séléka et mis en débandade ces derniers. Ils se sont fondus dans la nature et parmi la population civile.

D'après le général Arda, chef d'Etat-major autoproclamé des Séléka des régions nord-est de la RCA, il y a eu huit (8) morts côté combattants ex-Séléka et quatre (4) morts côté français. Des blessés ont été enregistrés. Mais le haut commandement de l'Opération Sangaris parle quant à lui de quatre (4) morts et des blessés dans le rang des combattants Séléka. Le bilan diverge d'un camp à l'autre. L'affrontement entre les forces internationales et les hommes de la Séléka basés à Bria est-il le début du compte à rebours pour la Séléka ? La « mesure de confiance » est-elle arrivée à expiration ?

Il ne fait aucun doute. La fin de la Séléka s'annonce doucement mais sûrement. Arda peut-il se permettre le luxe de défier les forces internationales et de procéder à des nominations illégales des membres de la délégation spéciale de la ville de Bria, alors qu'il ne détient aucun pouvoir ? Nous osons dire que c'est le développement du dernier événement qui a mis du feu aux poudres. Le blocus imposé par Harda à la délégation des consultations populaires à la base est l'un des indices qui a fait déborder le vase.

Le ministre de la Sécurité Publique, de l'Immigration-Emigration, Nicaise Karnou-Samedi, lors d'une conférence de presse qu'il a animé ce mardi 10 février 2015, se dit très déterminé avec les forces internationales à restaurer l'autorité de l'Etat et à redéployer l'administration sur toute l'étendue du territoire national. A en croire le ministre de la Sécurité Publique, une guerre ouverte est déclenchée contre la coalition Séléka. Car restaurer l'autorité de l'Etat, et redéployer l'administration sur l'ensemble du territoire n'est pas une mince affaire dès lors qu'on sait que les 2/3 du territoire sont occupés par les groupes armés qui font leur loi.

Cette déclaration prouve à suffisance que le gouvernement qui est demeuré longtemps inactif, passif aux exactions des hommes de la Séléka, s'est brusquement réveillé. Et que les forces internationales qui, elles aussi, accusées de passivité, d'immobilisme, d'inac-

tion ont mesuré la grandeur du danger et sont passés de mardi 10 février 2015 à la vitesse supérieure. Elles ont compris que la « mesure de confiance » n'est plus d'actualité et que seul le chapitre 7 de la Résolution 2149 du Conseil de Sécurité des Nations-Unies doit être appliqué.

Le sang a trop coulé sous le pont et continue de couler. Seul l'usage de la force doit être appliqué dans ce cas d'espèce. Les Centrafricains ont trop souffert dans leur peau et dans leur chair. L'unique souhait exprimé par le peuple centrafricain, c'est de voir les forces non conventionnelles bouter hors du territoire national. C'est ce qui a été fait ce mardi par les forces onusiennes appuyées par la Sangaris à Bria.

Nous osons croire que ce n'est ni la première, ni la dernière opération d'envergure contre les positions de la Séléka. Cela s'étendra probablement dans les jours à venir à Kaga-Bandoro, à Ndélé, à Birao, à Kabo, à Batangafo, à Bambari, à Mobaye, et que savons-nous encore. Si ces opérations se poursuivent dans les villes précitées et autres car la liste n'est pas exhaustive, ce sera un « ouf de soulagement » pour le peuple centrafricain. le compte à rebours a commencé pour les hommes de la Séléka et il leur serait très judicieux de déposer les armes avant qu'il ne soit trop tard. Bon début et bonne continuation des opérations de cette envergure.

Denis Lougoussou-Ngouenda

UNION-EUROPÉENNE : ETAT D'AVANCEMENT DES PROJETS FINANCÉS SUR FONDS BÊKOU

L'enceinte de la délégation de l'Union Européenne (UE) a servi de cadre à la conférence de presse animée conjointement par le chef de la délégation de l'UE, le gestionnaire du fonds fiduciaire Bêkou, Richard Razaaly, de la ministre de la Santé Publique, Marguerite Samba-Maliavo et de la ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale chargé des Pôles de Développement, Florence Limbio.

Prenant la parole, le chef de délégation de l'UE a fait un bref historique du Fonds Bêkou. D'après le diplomate, ce Fonds Bêkou a été créé à l'initiative de l'UE, de la ministre Limbio du Plan et de la Coopération Internationale, et de la ministre Samba-Maliavo de la Santé Publique. Son budget se chiffre à soixante quatorze (74) millions d'euros. L'objectif poursuivi par ce Fonds Bêkou se situe à plusieurs niveaux dont voici les principaux :

- la relance des services publics essentiels, des services sociaux de base et de l'activité économique ;
- la réconciliation et la cohésion sociale ;
- le soutien aux structures administratives nationales et locales ;
- développer un projet qui répondra aux besoins des femmes et des enfants ;
- travailler avec une douzaine d'ONG centrafricaines ;
- renforcer la capacité des femmes.

Il a par ailleurs souligné que les activités principales du Fonds Bêkou, ce sont la protection des femmes et des enfants, et le développement de l'agriculture.

Quant à la ministre Limbio, elle a d'abord remercié l'apport de l'UE qui est le premier partenaire financier de la RCA et qui est toujours au chevet de ce pays. Et d'ajouter : « Nous allons intervenir dans le domaine de la santé, de l'éducation ». Elle a clos son propos en remerciant toute la gratitude que l'UE a envers la RCA.

En ce qui concerne la ministre de la Santé Publique, Marguerite Samba-

Maliavo, elle a aussi remercié l'UE et les partenaires du Fonds Bêkou qui ont mis à leur disposition des disponibilités financières. Elle a promis tout mette en œuvre pour construire des maisons des femmes qui permettront à ces dernières d'être bien outillées.

Jean Laurent, nouveau représentant du Fonds Bêkou à Bangui, a quant à lui affirmé qu'il mettra l'accent sur la santé. Et la dimension genre sera très importante. En outre, il va accroître le développement agricole et portera assistance aux réfugiés centrafricains dans l'Est du Cameroun.

Lors de la remise de contrat par l'ambassadeur, chef de la délégation de l'UE, il a clairement signifié qu'il privilégiera le rôle de la femme. « Dans tous les contrats, nous privilégierons le rôle de la femme dans le redressement de la Centrafrique ». Et de conclure, « Je remercie les rôles joués par les deux (2) ministres ».

En réponse aux questions des professionnels des médias, la ministre du Plan et de la Coopération Internationale, Florence Limbio a clairement fait savoir qu'il élargira les champs d'action du Fonds Bêkou car jusqu'au jour d'aujourd'hui, ce Fonds mène des actions dans la ville de Bangui, Bimbo, Bocaranga et Kaga-Bandoro.

Quant à la ministre de la Santé Publique, Marguerite Samba-Maliavo, elle a dit que les Fonds Bêkou est un projet flexible et que les besoins des femmes sont les mêmes, à savoir la paix, la cohésion sociale, la quiétude... Si le projet Bêkou privilégie les femmes et les enfants, cela ne veut pas dire qu'il a tourné le dos aux hommes. « Mais cela ne veut pas dire que les hommes ne sont pas pris en compte. Ils interviendront dans le domaine de la formation », a conclu madame Samba-Maliavo, ministre de la santé publique. C'était à 17 heures que la conférence de presse a pris fin.

Propos recueillis par Denis Lougoussou-Ngouenda